
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 30

Bill No. 30

Loi modifiant la Loi sur les relations du
travail dans l'industrie de la construction

An Act to amend the Construction
Industry Labour Relations Act

Première lecture

First reading

M. COURNOYER

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975

Projet de loi no 30

Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Les articles suivants sont insérés après l'article 2f de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45):

« **2g.** Toute personne trouvée coupable, au Canada ou ailleurs, d'assaut infligeant des blessures corporelles, de vol, de vol par effraction, d'intimidation, de trafic de narcotique, d'incendie criminel ou de conspiration pour commettre un de ces actes ne peut être directeur d'une association de salariés ni être élue ou nommée comme délégué de chantier, agent d'affaires ou représentant syndical d'une telle association, ni occuper ces fonctions.

L'inhabilité prévue ci-dessus est limitée à cinq ans après le terme d'emprisonnement fixé par la sentence; s'il y a eu condamnation à un emprisonnement seulement ou si la sentence a été suspendue, l'inhabilité subsiste durant cinq ans de la date de la condamnation.

« **2h.** Toute personne trouvée coupable, au Canada ou ailleurs, de meurtre, de vol qualifié, d'extorsion, de détournement de fonds, d'assaut avec intention de tuer ou de conspiration pour commettre un de ces actes ne peut être directeur d'une association de salariés ni être élue ou nommée dé-

Bill No. 30

An Act to amend the Construction Industry Labour Relations Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The following sections are inserted after section 2f of the Construction Industry Labour Relations Act (1968, chapter 45):

“ **2g.** Any person found guilty, in Canada or elsewhere, of assault that causes bodily harm, theft, breaking and entering, intimidation, trafficking in drugs, arson or conspiracy to commit any of such acts cannot be the director of an association of employees nor be elected or appointed as job-site steward, business agent or union representative of such an association nor hold any of such functions.

The disqualification provided for above shall be limited to five years following the term of imprisonment fixed by the sentence; in the case of a sentence to imprisonment only or in the case of a suspended sentence, the disqualification shall subsist for five years from the date of the conviction.

“ **2h.** Any person found guilty, in Canada or elsewhere, of murder, robbery, extortion, fraudulent misuse of funds, assault with intent to kill or of conspiracy to commit any of such acts cannot be the director of an association of employees nor be elected or appointed job-site steward, business agent

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet rend inhabile à agir comme dirigeant ou représentant syndical, comme agent d'affaires ou délégué de chantier, une personne coupable des actes énumérés dans l'article.

L'article 2 interdit toute grève ou tout ralentissement de travail pendant la durée d'un décret et prévoit qu'en cas de poursuite par suite de grève ou de ralentissement de travail, il incombe au prévenu de prouver qu'il ne l'a pas ordonné, encouragé ou appuyé ou n'y a pas participé.

L'article 3 édicte les dispositions régissant la fonction de délégué de chantier et il prévoit des règles concernant l'étiquette syndicale.

L'article 4 interdit à l'employeur d'intimider un salarié pour son appartenance syndicale et prévoit que c'est à l'employeur qu'il incombe de prouver que c'est pour un motif juste et suffisant qu'il n'a pas embauché ou qu'il a mis à pied, congédié ou déplacé un salarié.

L'article 5 édicte des pénalités pour le don ou l'acceptation de pots-de-vins, pour contravention aux règles concernant l'étiquette syndicale et pour occupation illégale d'une fonction.

L'article 6 est de concordance.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill disqualifies any person found guilty of the acts enumerated in the said section from acting as union executive or representative, as business agent or job-site steward.

Section 2 prohibits any strike or slowdown of work during the term of a decree and provides that in case of proceedings following a strike or slowdown of work, the proof that he did not order, encourage or support it will devolve on the accused.

Section 3 enacts provisions governing the function of job-site steward and provides rules concerning the union label.

Section 4 prohibits an employer from intimidating an employee for his union membership and provides that when an employee was not employed, was layed off, dismissed or transferred, the proof that he had a good and sufficient reason will devolve on the employer.

Section 5 enacts penalties in regard to given or accepted bribes, for offences to the rules concerning the union label and for the unlawful exercise of a function.

Section 6 is a concordance provision.

légue de chantier, agent d'affaires ou représentant syndical d'une telle association, ni occuper ces fonctions. »

2. L'article 24 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **24.** Nulle association de salariés, nul officier, délégué, agent d'affaires ou représentant d'une telle association ou nul salarié ne doit ordonner, encourager ou appuyer une grève ou un ralentissement de travail pendant la durée d'un décret ou y prendre part.

Dans une poursuite par suite d'une telle grève ou d'un tel ralentissement de travail, la preuve incombe au prévenu qu'il ne l'a pas ordonné, encouragé ou appuyé ou n'y a pas participé. »

3. Le chapitre et les articles suivants sont insérés après le chapitre VI de ladite loi:

« CHAÎTRE VI A

« DISPOSITIONS SPÉCIALES

« **32m.** La fonction de délégué de chantier est régie par les dispositions suivantes:

Toute association de salariés représentative a le droit d'être représentée par un délégué de chantier dans le chantier dont l'employeur emploie au moins sept salariés et plus, membres de cette association, sous réserve des dispositions suivantes:

1. *Election*

Tout délégué de chantier doit être élu parmi et par les salariés membres de l'association de salariés représentative déjà à l'emploi de l'employeur.

Aux fins du présent article, le chantier est constitué de l'ensemble des travaux effectués par un employeur pour un même projet.

Chaque augmentation subséquente de cinquante employés de chantier chez un même employeur donne aux employés le droit d'élire un délégué supplémentaire.

2. *Reconnaissance*

L'employeur doit reconnaître le délégué de chantier ainsi nommé comme représen-

or union representative of such an association nor hold any of such functions."

2. Section 24 of the said act is replaced by the following:

"**24.** No association of employees, no officer, steward, business agent or representative of such an association and no employee shall order, encourage or support a strike or a slowdown of work during the term of a decree or take part therein.

At proceedings following such a strike or slowdown of work, the proof shall devolve on the accused that he did not order, encourage or support it or that he did not take part therein."

3. The following chapter and sections are inserted after chapter VI of the said act:

"CHAPTER VI A

"SPECIAL PROVISIONS

"**32m.** The function of job-site steward shall be governed by the following provisions:

Every representative association of employees is entitled to be represented by a job-site steward on the job-site where the employer employs at least seven employees who are members of such association, subject to the following provisions:

1. *Election*

Every job-site steward must be elected from and by the employees who are members of the representative association of employees already employed by the employer.

For the purposes of this section, the job site is constituted of the aggregate of the works executed by one employer on a single project.

Every subsequent increase of fifty job-site employees for the same employer entitles the employees to elect one additional steward.

2. *Recognition*

The employer must recognize the job-site steward so appointed as the represent-

tant du groupe de salariés membres de l'association de salariés représentative concernée après que cette association l'a avisé par écrit de l'élection.

3. *Fonctions du délégué de chantier*

a) Le délégué de chantier est un salarié de l'employeur et à ce titre, il doit fournir une somme de travail raisonnable compte tenu de ses fonctions syndicales.

b) En sa qualité de délégué de chantier, il peut, pendant les heures de travail, sans diminution de salaire mais seulement après avoir avisé le représentant de l'employeur, enquêter sur les litiges concernant l'application du décret et en discuter avec l'employeur.

c) Le temps alloué pour les activités syndicales du délégué fait l'objet d'une entente entre l'employeur et ce dernier, compte tenu du nombre de salariés que représente le délégué mais ne peut excéder trois heures par jour ouvrable.

d) Lorsque par exception, le délégué doit s'absenter de son poste de travail pour une période plus longue que celle fixée à l'entente, il doit justifier cette prolongation d'absence auprès de son employeur.

4. *Préférence d'emploi*

Le délégué de chantier jouit de la préférence d'emploi sur son chantier à l'égard de tous les salariés embauchés après lui s'il remplit les deux conditions suivantes:

a) s'il représente sept salariés membres de son association de salariés représentative et

b) s'il y a du travail à exécuter dans son métier, son emploi ou sa spécialité.

5. *Formation professionnelle*

Si le délégué et son syndicat décident que le délégué a besoin d'une période de formation professionnelle afin de bien remplir ses nouvelles fonctions, celui-ci pourra s'absenter de son travail pour assister aux cours pertinents. La durée de cette absence devra être négociée entre les parties, en tenant compte des particularités de l'industrie.

L'employeur paie le délégué pour le temps que celui-ci vaque aux cours.

Le délégué doit préalablement obtenir l'autorisation de l'employeur, laquelle ne doit jamais être refusée sans motif raisonnable.

ative of the group of employees who are members of the concerned representative association of employees after he has been notified in writing by such association of the election.

3. *Functions of the job-site steward*

(a) The job-site steward is an employee of the employer and as such, he must furnish a reasonable amount of work, taking his union duties into account.

(b) As job-site steward, he may, during working hours, without diminution of salary but only after notifying the employer's representative, inquire into the disputes concerning the application of the decree and discuss them with the employer.

(c) The time allocated for the union activities of the job-site steward shall be agreed by the employer and the job-site steward, taking into account the number of employees that he represents, but it shall not exceed three hours per working day.

(d) If, by exception, the job-site steward must leave his work for a period longer than that fixed by agreement, he must account for his prolonged absence to his employer.

4. *Preference of employment*

The job-site steward shall enjoy a preference of employment on his job-site in respect of all the employees hired after he was if he meets the two following conditions:

(a) he represents seven employees who are members of his representative association of employees and

(b) there is work to be done in his trade, his employment or his specialty.

5. *Vocational training*

If the steward and his union decide that the steward needs a period of vocational training to fulfill his new functions adequately, he will be entitled to leave his work to attend the appropriate classes. The duration of such absence must be negotiated between the parties, taking into account the particularities of the industry.

The employer shall pay the steward for the time he attends classes.

The steward must obtain prior authorization from the employer who shall never refuse it without reasonable cause.

6. *Préavis de mise à pied*

Lorsqu'un employeur désire mettre à pied pour une période de plus de cinq jours un délégué de chantier, il doit lui donner un préavis de trois jours ouvrables. Ce préavis doit également être transmis, par écrit, à l'association de salariés représentative du délégué, dans ce même délai. A défaut de ce faire, l'employeur doit verser une indemnité égale à quatre heures de salaire au taux de salaire effectif, non majoré, pour chaque jour de défaut, jusqu'à concurrence de trois jours ouvrables.

« **32n.** Toute clause d'une convention collective ou d'un décret relative à la fonction de délégué de chantier est réputée non écrite.

« **32o.** Sous réserve de l'application d'une clause d'une convention collective ou d'un décret relative au travail dans des conditions dangereuses,

a) aucun salarié ne peut refuser d'installer ou de manutentionner des matériaux que son employeur lui ordonne d'installer ou de manutentionner;

b) aucune association de salariés représentative ne peut obliger ou tenter de forcer un salarié à ne pas installer ni manutentionner des matériaux que son employeur lui demande d'installer ou de manutentionner;

c) les paragraphes *a* et *b* ne peuvent être interprétés comme permettant à l'employeur d'obliger un salarié à installer les matériaux dans l'exécution des travaux qui ne relèvent pas de la famille des métiers ou emplois à laquelle il appartient.

« **32p.** Toute clause d'une convention collective ou d'un décret relative aux matières visées aux paragraphes *a* et *b* de l'article 32o est réputée non écrite.

« **32q.** Toute entente relative à l'utilisation de matériaux portant l'étiquette syndicale est nulle de plein droit.

« **32r.** L'inhabilité prévue aux articles 2g et 2h donne lieu à la procédure prévue à l'article 838 du Code de procédure civile, à la suite d'une requête présentée par tout

6. *Advance notice of layoff*

When an employer wishes to lay off a job-site steward for more than five days, he must give him an advance notice of three working days. Such advance notice must also be sent, in writing, to the job-site steward's representative association of employees within the same delay. Failing such, the employer must pay an indemnity equal to four hours of wages at the prevailing wage rate, without premium, for each day of default up to three working days.

“ **32n.** Any clause relating to the functions of job-site steward in a collective agreement or in a decree is deemed not written.

“ **32o.** Subject to the application of a clause of a collective agreement or of a decree relating to work under hazardous conditions,

(a) no employee shall refuse to instal or handle materials which his employer orders him to instal or handle;

(b) no representative association of employees shall oblige or attempt to force an employee to refuse to instal or handle materials which his employer asks him to instal or handle;

(c) paragraphs *a* and *b* shall not be so construed as to allow the employer to oblige an employee to instal materials in the carrying out of works which do not come under the allied trades or related jobs which include his job or trade.

“ **32p.** Every clause of a collective agreement or of a decree relating to the matters contemplated in paragraphs *a* and *b* of section 32o is deemed not written.

“ **32q.** Any agreement respecting the utilization of materials bearing the union label is null *ipso facto*.

“ **32r.** The disqualification provided for in sections 2g and 2h shall entail the proceedings provided for in article 838 of the Code of Civil Procedure following a motion

membre de l'association ou par le procureur général et en ce dernier cas, l'article 839 ne s'applique pas. »

4. L'article 38 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **38.** Un employeur ne doit pas chercher à intimider une personne:

a) parce qu'elle est membre d'une association de salariés ou du bureau d'une telle association;

b) pour la contraindre à devenir membre ou à s'abstenir de devenir membre d'une association de salariés ou du bureau d'une telle association; ou

c) pour l'inciter à quitter une association de salariés pour devenir membre d'une autre.

Cette prohibition s'applique non seulement à l'employeur, mais aussi aux personnes agissant pour lui et aux associations d'employeurs.

Est réputé intimider une personne celui qui, pour les fins ou raisons susdites, refuse de l'embaucher ou la licencie, menace de la licencier, lui impose une peine disciplinaire, lui refuse l'avancement auquel elle aurait normalement droit ou use de favoritisme dans la conduite ou la répartition du travail.

Le présent article n'a pas pour effet d'empêcher un employeur de ne pas embaucher, de mettre à pied, congédier ou déplacer un salarié pour un motif juste et suffisant dont la preuve lui incombe. »

5. Les articles suivants sont insérés après l'article 54 de ladite loi:

« **54a.** 1. Tout employeur ou tout représentant d'employeur qui offre, donne, tente d'offrir ou de donner à un représentant syndical, un agent d'affaires ou un délégué de chantier, dans l'exercice de leur fonction, un prêt, une récompense, un avantage ou un bénéfice de quelque nature que ce soit ou

2. tout représentant syndical, agent d'affaires ou délégué de chantier qui, dans l'exercice de ses fonctions, accepte, obtient,

filed by any member of the association or by the Attorney General, and in this latter case, article 839 does not apply.”

4. Section 38 of the said act is replaced by the following:

“ **38.** No employer shall endeavour to intimidate a person:

(a) because he is a member of an association of employees or an officer of such an association;

(b) to compel him to become a member or abstain from becoming a member of an association of employees or an officer of such an association; or

(c) to incite him to leave one association of employees to become a member of another.

Such prohibition shall apply to the employer, to the persons acting on his behalf and to the employers' associations.

Any person who, for the above purposes or reasons, refuses to employ a person or dismisses him, threatens to dismiss him, imposes a disciplinary penalty on him, refuses him a promotion to which he would normally be entitled or has recourse to favouritism in the conduct or the distribution of work is deemed to intimidate that person.

This section shall not have the effect of preventing an employer from not employing, or from laying off, dismissing or transferring an employee for a good and sufficient reason, proof of which shall devolve upon the employer.”

5. The following sections are inserted after section 54 of the said act:

“ **54a.** (1) Any employer or any employer's representative who offers, gives, or attempts to offer or give to a union representative, a business agent or a job-site steward, in the performance of their functions, a loan, a reward, an advantage or a benefit of any nature whatsoever or

(2) any union representative, business agent or job-site steward who, in the performance of his functions, accepts, obtains,

tente d'accepter ou d'obtenir d'un employeur ou d'un représentant d'un employeur, un prêt, une récompense, un avantage ou un bénéfice de quelque nature que ce soit, commet une infraction et est passible d'une amende de \$500 à \$10,000. En outre, si l'infraction a été commise par un représentant d'employeur, un représentant syndical, un agent d'affaires ou un délégué de chantier, le tribunal doit déclarer cette personne inhabile à représenter, à quelque titre que ce soit, un employeur ou une association de salariés durant les cinq ans qui suivent le jour du prononcé de la sentence.

« **54b.** Toute personne qui contrevient au paragraphe *a* ou *b* de l'article 32*o* est passible d'une amende de \$500 à \$10,000 pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction.

« **54c.** Toute personne qui contrevient à l'article 2*g* ou 2*h* est passible d'une amende d'au moins \$1,000 pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction ou d'un emprisonnement d'au moins deux ans, ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement. »

6. L'article 56 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mot et chiffre « et 55 » par les mot et chiffres «, 54*a*, 54*b*, 54*c* et 55 ».

7. Les articles 32*m* et 32*n* de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, édictés par l'article 2 de la présente loi, entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

8. Sous réserve de l'article 7, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

tains, or attempts to accept or obtain from an employer or an employer's representative a loan, a reward, an advantage or a benefit of any nature whatsoever, is guilty of an offence and is liable to a fine of \$500 to \$10,000. Furthermore, if the offence has been committed by an employer's representative, a union representative, a business agent or a job-site steward, the Court must declare such person disqualified to represent, in any capacity whatsoever, an employer or an association of employees for five years from the day sentence is rendered.

“ **54b.** Any person who contravenes paragraph *a* or *b* of section 32*o* is liable to a fine of \$500 to \$10,000 for every day or part of a day during which the offence continues.

“ **54c.** Any person who contravenes section 2*g* or 2*h* is liable to a fine of not less than \$1,000 for every day or part of a day during which the offence continues or to imprisonment for not more than two years, or to both such fine and such imprisonment.”

6. Section 56 of the said act is amended by replacing the word and figure “and 55” in the first and second lines by the word and figures “,54*a*, 54*b*, 54*c* and 55”.

7. Sections 32*m* and 32*n* of the Construction Industry Labour Relations Act, enacted by section 2 of this act, shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

8. Subject to section 7, this act shall come into force on the day of its sanction.